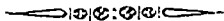


richir l'Église d'Alger, si ancienne et si nouvelle, seront exposés dans la Cathédrale, dans l'église de la Casbah et dans la chapelle de l'évêché.



CHRONIQUE POLITIQUE.



PARLEMENT ANGLAIS.

La session du parlement anglais a été ouverte, le 26, dans le local de la chambre des lords.

Après le discours de Sa Majesté, les deux chambres se réunirent chacune dans leur salle, pour discuter l'adresse en réponse à la royale harangue. A la chambre haute, elle a été présentée par lord Ducie qui a donné de grands éloges à la politique intérieure et extérieure du ministère.

Ensuite lord Brougham a censuré le traité du 15 juillet, qui a compromis, a-t-il dit, la paix de l'Europe et altéré les bonnes relations existant entre l'Angleterre et la France.

Lord Melbourne, premier ministre, a répondu qu'une nation ne pouvait ni faire céder sa politique, ni abandonner ses intérêts devant l'irritabilité d'une autre, et il a exprimé l'espérance de voir les cinq puissances agir de concert sur cette question et donner ainsi une nouvelle garantie à la paix européenne.

D'après le duc de Wellington, les actes des alliés n'avaient pas été de nature à exciter l'irritation de la France. Le noble orateur a ajouté que, pendant son ministère, il s'était efforcé de mettre la France dans une position digne d'elle, et il ne désespère pas de voir les ministres la ramener au sein des conseils de l'Europe.

L'adresse a ensuite été adoptée, et la chambre s'est ajournée.

Aux communes, l'adresse a été présentée par lord Brabazon, qui a félicité l'Angleterre d'avoir agi "en dépit de l'opposition de la France," et a exprimé l'espoir que celle-ci reconnaîtra son erreur et renouera avec ses voisins des relations amicales. En appuyant l'adresse, M. Grantley Berkeley a dit que la difficulté élevée entre les deux peuples n'est pas venue de l'Angleterre, mais de la *malheureuse conduite* de la France, qui a transporté son amitié du sultan au pacha d'Égypte. Il est évident, a-t-il ajouté, que le dernier ministère français s'est efforcé de retarder le règlement de la question. Après quelques mots de M. Grote, qui n'approuve pas l'expédition de Syrie, M. James a dit :

" La France a tenté d'humilier la puissance de l'Angleterre, et de mettre la Syrie et l'Égypte sous sa dépendance : son but était encore